

Avis adopté

Séance plénière du 23 octobre 2024

Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)

Associations

En 2024, la France fait face à une situation socio-économique complexe, marquée par la montée des inégalités et l'intensification de la grande pauvreté, la défiance à l'égard des institutions et un sentiment croissant de déclassement, voire de précarisation et d'exclusion parmi de nombreuses catégories de citoyennes et de citoyens. Le Rapport Annuel sur l'État de la France (RAEF) met en lumière ces défis en soulignant les difficultés liées à l'accès, pour de trop nombreuses personnes, aux services publics, au logement, ou encore à la santé avec un pouvoir d'achat dégradé.

Dans ce contexte, les associations apparaissent comme des actrices clés pour préserver ou même rétablir le lien social, revitaliser la démocratie et offrir aux citoyennes et citoyens des espaces où transformer leurs craintes, doutes et colères en aspirations et en engagements. Pourtant, malgré leur rôle fondamental, le soutien aux associations a failli ces dernières années. Il est impératif de réinvestir dans ce soutien pour que le rétablissement des liens sociaux auquel elles contribuent largement devienne, pour les pouvoirs publics et les collectivités locales, une boussole de leur action.

Les associations, qu'elles interviennent dans les domaines sociaux, environnementaux ou culturels, favorisent le pouvoir d'agir des personnes. Elles offrent aux femmes et hommes qui s'y engagent des espaces de participation directe, où chacun peut contribuer, selon ses moyens, à construire des solutions concrètes pour améliorer le vivre ensemble en société. Ce pouvoir d'agir est essentiel pour lutter contre le sentiment de mise à l'écart ressenti par de nombreuses Françaises et de nombreux Français, particulièrement les plus précaires, tels que les habitantes et habitants des quartiers urbains populaires, ou de celles et ceux des zones rurales et des DROM, souvent enclavés et marginalisés par les inégalités structurelles traversant notre pays.

Le RAEF souligne que 76 % des répondants à l'enquête Ipsos menée en partenariat avec le CESE, estiment que les femmes et hommes politiques sont déconnectés des réalités du quotidien. Dans ce contexte, l'engagement associatif devient un puissant vecteur de réappropriation de la démocratie. Il permet aux gens d'exprimer leurs frustrations, de poser des limites collectives et de co-construire des solutions adaptées à leurs réalités locales et situations de vie, extrêmement variées et diverses.

Ce pouvoir de mobilisation est au cœur de l'action des associations, qui transforment les colères en aspirations collectives. Les associations ne se contentent pas d'être des espaces d'expression : elles créent des liens sociaux profonds, renforçant la cohésion entre les individus et les communautés. Dans un monde où l'isolement et l'individualisme sont croissants, où les paroles intolérantes se désinhibent et le racisme contamine les esprits, ces structures permettent de recréer des relations de proximité, tant avec les autres qu'avec la Nature. Elles sont également des lieux où se réinvente le rapport à l'environnement et au temps, en plaçant au cœur de leur action des initiatives de protection de la biodiversité et de transition écologique.

Les actions citoyennes menées autour de la biodiversité, par exemple, illustrent comment les associations réussissent à sortir les sujets environnementaux des cercles d'experts pour les porter dans le débat public. Ce travail d'éducation populaire et de sensibilisation, mais surtout de co-construction collective à partir du partage des savoirs de tous et toutes sur les territoires, donne du pouvoir aux citoyennes et citoyens en leur permettant de comprendre et d'agir sur des enjeux cruciaux pour leur avenir.

Pourtant, malgré cette contribution essentielle à la démocratie, les associations sont fragilisées par des restrictions croissantes de leurs libertés et des difficultés financières, comme l'a récemment démontré le CESE avec l'avis « Renforcer le financement des associations : une urgence démocratique ». Le contrat d'engagement républicain (CER), imposé aux associations lorsqu'elles font des demandes de subventions, est perçu comme une remise en cause de leur liberté d'action, de réunir, de penser et de militer. Le groupe des associations estime que cette mesure est une menace à leur rôle d'interpellation et de contre-pouvoir, piliers pourtant fondamentaux de toute démocratie en bonne santé.

Le financement des associations est également un problème structurel, non simplement conjoncturel. Alors que les besoins sociaux augmentent, les ressources dédiées aux associations diminuent, mettant en péril leur capacité d'action. Cette crise du financement doit être résolue en repensant le modèle économique du secteur associatif et en retissant des partenariats effectifs avec les pouvoirs publics, pour garantir à nos structures la continuation de leurs missions non-lucratives et désintéressées, loin des logiques de rentabilité ou de marché, ne permettant pas d'apporter des réponses systémiques aux crises profondes que traversent nos sociétés.

Alors que le RAEF rappelle que de trop nombreuses citoyennes et citoyens, notamment parmi les plus précaires, se sentent dépossédés des décisions qui les concernent, les associations permettent de pallier cette déconnexion en offrant des cadres où tous les individus, sans exclusive, peuvent être écoutés et participer activement à la définition des politiques publiques, valeur essentielle dans une nation fondée sur les Droits de l'Homme.

C'est pourquoi nous profitons de cette tribune pour affirmer que le rôle des associations dépasse l'engagement citoyen : il s'agit aussi de politiser la société. La politisation, au sens noble du terme, implique de créer des espaces où les désaccords peuvent s'exprimer et où des alternatives sont discutées. C'est précisément ce que les associations réussissent à faire : elles organisent des espaces d'expression démocratique, elles mobilisent les citoyennes et citoyens pour faire face aux défis collectifs et elles favorisent la participation à des décisions qui touchent leur vie quotidienne.

Mais si les associations sont des écoles de la démocratie et des actrices fondamentales d'une démocratie apaisée, pour que ces structures continuent de prospérer, il est nécessaire de leur garantir des moyens d'agir sur la durée et de respecter leur liberté d'action.

Face aux crises qui s'accumulent, il est impératif de reconnaître le rôle des associations comme actrices centrales de la cohésion sociale, de la transition écologique et de la revitalisation de la démocratie. Si l'on souhaite éviter que les colères et frustrations des Françaises et Français ne se transforment en désengagement ou en tentation autoritaire, il est essentiel de renforcer ces espaces associatifs. Le soutien aux associations doit être une priorité dès à présent et pour les années à venir, une boussole pour orienter les politiques publiques vers une société plus juste, plus solidaire et plus participative donc démocratique. Nous, groupe des associations, nous le souhaitons. Espérons que ce souhait soit le plus largement et sincèrement partagé.